



ma**LEGALTECH**
Le **nouvel** Economiste

25,9 Mds\$ en 2022

Chers agriculteurs

Le soutien public total à l'agriculture, y compris à la sécurité sociale agricole, représente 27% de la valeur de la production du secteur



©SIPA



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Quelques chiffres méritent d'être rappelés pour éclairer les débats soulevés par la colère de certains agriculteurs.

Les subventions à l'agriculture française se sont élevées à 11,5 Mds€ en 2022. Elles ont été principalement versées par l'Union européenne (UE). La politique agricole commune représente d'ailleurs encore 32 % du budget européen.

Les agriculteurs français ont également bénéficié d'allègements de leurs cotisations sociales à hauteur de 4,6 Mds€ en 2022. Le coût de fonctionnement des administrations en charge des dossiers agricoles (ministère de l'Agriculture, France AgriMer...) et de l'enseignement agricole était en outre de 3,6 Mds€.

“Ce taux de soutien était à peu près le même en 2022 que celui de l'ensemble de l'UE (20 %), qui est lui-même relativement proche de ceux des États-Unis (25 %) ou du Royaume-Uni (20 %)”

Le soutien public total à l'agriculture française, au sens de l'OCDE, s'est ainsi élevé à 19,7 Mds€ en 2022, ce qui représentait 47 % de la valeur ajoutée de la branche agriculture ou 21 % de la valeur de sa production.

Ce taux de soutien, en pourcentage de la production agricole, était à peu près le même en 2022 que celui de l'ensemble de l'UE (20 %), qui est lui-même relativement proche de ceux des États-Unis (25 %) ou du Royaume-Uni (20 %), nettement au-dessous de ceux de quelques pays peu agricoles de l'OCDE comme le Japon ou la Suisse (plus de 40 %) et au-dessus de ceux de grands pays agricoles comme le Canada ou le Brésil (moins de 10 %).

Il ne tient pas compte du financement de la sécurité sociale agricole par des impôts ou des transferts de l'État et des autres régimes sociaux, qui ont atteint 6,2 Mds€ en 2022. Si on en tient compte, les dépenses publiques en faveur de l'agriculture représentaient 62 % de sa valeur ajoutée ou 27 % de sa production.

Pas de faux espoirs sur l'allègement des normes

Les agriculteurs préféreraient souvent recevoir moins d'aides et facturer des prix plus élevés. Même si les marges des industries agroalimentaires et de la distribution peuvent être un peu réduites, cela se traduirait par des hausses de prix pour les consommateurs. De plus, ce ne serait possible qu'en relevant les barrières aux importations non européennes. Or les soutiens à l'agriculture dans le monde résultent de difficiles compromis, et leur remise en cause unilatérale par l'Europe pourrait conduire à des représailles dont certaines productions agricoles françaises seraient les premières victimes. La balance française du commerce de produits agricoles et agroalimentaires a dégagé un excédent de 10 Mds€ en 2022.

“Les agriculteurs préféreraient souvent recevoir moins d'aides et facturer des prix plus élevés”

Les agriculteurs préféreraient aussi qu'on allège les normes et les taxes environnementales qu'ils supportent. Certaines contraintes réglementaires pourraient certainement être revues à la baisse et il faudrait mieux prioriser les objectifs visés, mais il ne faut pas leur laisser de faux espoirs. L'agriculture est à l'origine de pollutions, comme l'émission de gaz à effet de

serre, et de prélèvements sur des ressources de plus en plus rares, comme l'eau, qu'il faudra bien réduire par des taxes ou des réglementations, les dépenses publiques devant être baissées pour reprendre le contrôle de la dette publique.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

[S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 23/01/2024

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).